

3° een derde van het verschil tussen de in 2008 gehanteerde referentiehulprijs en de richtreferentiehulprijs voor 2009, er in 2010 rekening wordt gehouden met de helft van het verschil tussen de in 2009 gehanteerde referentiehulprijs en de richtreferentiehulprijs voor 2010, en in 2011 met de helft van het verschil tussen de in 2010 gehanteerde referentiehulprijs en de richtreferentiehulprijs voor 2011.”

Art. 4. Aan artikel 4 van hetzelfde besluit wordt een tweede lid toegevoegd, dat luidt als volgt :

“Voor de huurprijsberekening in 2011 wordt voor iedere woning waarvoor in 2010 al een referentiehulprijs werd vastgesteld, de nieuwe referentiehulprijs gelijkgesteld met de geadviseerde referentiehulprijs. Als er voor een woning in 2010 nog geen referentiehulprijs werd vastgesteld, wordt de referentiehulprijs gelijkgesteld met de richtreferentiehulprijs. Als die woning omgeven is door andere woningen waarvoor wel een referentiehulprijs werd bepaald in het voorgaande jaar, kan de verhuurder een referentiehulprijs vaststellen die in verhouding staat tot de referentiehulprijzen van die andere woningen in dezelfde omgeving, die niet gelijk is aan de richtreferentiehulprijs.”

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2011.

Brussel, 12 november 2010.

De Vlaamse minister van Energie, Wonen, Steden en Sociale Economie,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2010/205933]

Aménagement du territoire. — Plans de secteur

Un arrêté du Gouvernement wallon du 30 septembre 2010 décide la mise en révision du plan de secteur de Nivelles et adopte l'avant-projet de révision du plan de secteur de Nivelles (planche 39/3), de manière à :

* supprimer :

- le tracé et du périmètre de réservation de la voirie en projet entre la chaussée d'Ophain et la chaussée de Tubize sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;
- le tracé de la voirie existante entre la ligne de chemin de fer n° 124 et l'intersection avec la chaussée d'Ophain sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;

* et à inscrire, conformément à la carte annexée au présent arrêté :

- deux zones d'habitat sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;
- deux zones de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;
- une zone d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;
- trois zones d'aménagement communal concerté sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;
- trois zones d'espaces verts sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;
- une zone de parc sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud;
- ainsi que, au titre de compensation planologique, une zone agricole sur le territoire de la commune de Lasne.

La prescription supplémentaire, repérée par le sigle “*S.16”, est d'application dans la zone de services publics et d'équipements communautaires inscrite au plan par le présent arrêté à l'est de la ligne de chemin de fer n° 124 : “Toute construction est interdite le long de la zone d'espaces verts, sur une profondeur de 20 mètres. Des plantations ou boisements paysagers y seront réalisés.”

La prescription supplémentaire, repérée par le sigle “*S.49”, est d'application dans la zone d'activité économique mixte inscrite au plan par le présent arrêté : “La zone d'activité économique mixte est destinée aux activités de service. Les petits halls de stockage n'y sont pas admis. Le stationnement est interdit sur le domaine public et l'offre de stationnement limitée sur les parties privatives.”

La prescription supplémentaire suivante, repérée par le sigle “*S.48”, est d'application dans les trois zones d'aménagement communal concerté situées à proximité immédiate de la future gare RER : “La densité de logements des espaces affectés à la résidence est au moins de 80 logements à l'hectare, à l'exclusion des espaces publics (voiries et espaces verts). Un rapport urbanistique et environnemental couvrant toute la zone devra être élaboré préalablement à sa mise en œuvre. Les options d'aménagement du rapport urbanistique et environnemental relatives aux infrastructures et à l'urbanisme viseront à mettre en œuvre un projet urbain d'ensemble qui favorisera l'accès à la gare par les piétons et les cyclistes et limitera l'offre de stationnement sur les parties privatives.”

Le Gouvernement wallon impose à titre de compensation alternative, selon des modalités à déterminer, la construction d'une nouvelle voirie de liaison entre la N27 (et le R0) et la N5 en dehors du site protégé par la loi du 26 mars 1914.

L'arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2007 (*Moniteur belge* du 8 juin 2007) décidant la mise en révision du plan de secteur de Nivelles et adoptant l'avant-projet de plan (planche 39/3) en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future gare RER de Braine-l'Alliance par l'inscription de deux zones d'aménagement communal concerté, d'une zone d'habitat, de deux zones de services publics et d'équipements communautaires, d'une zone d'activité économique mixte, d'une zone de parc, d'une zone d'espaces verts, par la suppression du tracé existant et projeté et du périmètre de réservation du prolongement de la route de Piraumont vers la chaussée de Tubize sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud et, au titre de compensation planologique, par l'inscription d'une zone agricole sur le territoire de la commune de Lasne, est remplacé par le présent arrêté.

N'est pas poursuivie la procédure menée à la suite de l'arrêté du 19 avril 2007 précité et de laquelle résultent notamment l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2007 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Nivelles en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future gare RER de Braine-l'Alliance et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 adoptant provisoirement le projet de révision du plan de secteur de Nivelles (planche 39/3) en vue de promouvoir l'usage du RER aux alentours de la future gare RER de Braine-l'Alliance.

Le Gouvernement wallon adopte le projet, annexé audit arrêté, de contenu d'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur de Nivelles.

Le contenu de l'étude d'incidences fixé par cet arrêté peut être consulté à partir de l'adresse suivante : <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> ainsi qu'à l'administration des communes sur lesquelles porte la révision et à la Direction extérieure compétente de la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Service public de Wallonie.

Un arrêté du Gouvernement wallon du 30 septembre 2010 décide la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez et adopte l'avant-projet de révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planches 40/1 et 40/2) en vue de l'inscription :

- * sur le territoire de la commune d'Ottignies-Louvain-la-Neuve :
 - d'une zone d'habitat assortie de la prescription *S.44;
 - de deux zones d'activité économique mixte assorties de la prescription *S.45;
 - d'une zone d'activité économique mixte assortie de la prescription supplémentaire *S.46;
 - d'une zone d'aménagement communal concerté assortie de la prescription supplémentaire *S.43;
 - d'une zone d'aménagement communal concerté assortie de la prescription supplémentaire *S.42;
- * sur le territoire de la commune de Chaumont-Gistoux :
 - d'une zone d'activité économique mixte assortie de la prescription *S.47;
 - d'une zone d'espaces verts assortie d'un périmètre d'intérêt paysager;
 - d'un périmètre de réservation en surimpression d'une partie de la zone agricole située au nord de l'échangeur n° 9 et destiné à réserver les espaces nécessaires à la reconfiguration de la branche de l'échangeur n° 9 permettant aux véhicules venant de Namur de se diriger vers le rond-point N4-N25;
- * sur les territoires des communes d'Ottignies-Louvain-la-Neuve et de Mont-Saint-Guibert :
 - du tracé de la N238 entre l'échangeur de la N25 et celui de l'avenue de Lauzelle dans la configuration dans laquelle elle a été réalisée;

et, au titre de compensations planologiques :

- * sur le territoire de la commune d'Ottignies-Louvain-la-Neuve :
 - de quatre zones de parc;
 - de deux zones d'espaces verts;
- * sur le territoire de la commune de Chaumont-Gistoux :
 - d'une zone naturelle;
 - de deux zones agricoles;
 - d'une zone forestière;
- et de la suppression :
 - * sur le territoire des communes d'Ottignies-Louvain-la-Neuve et de Mont-Saint-Guibert :
 - du tracé et des périmètres de réservation de la N238 entre le boulevard Baudouin I^{er} et l'avenue de Lauzelle;
 - * sur le territoire de la commune d'Ottignies-Louvain-la-Neuve :
 - du tracé et du périmètre de réservation de l'avenue de Lauzelle;
 - du tracé du boulevard de Wallonie;
 - du tracé du boulevard André Oleffe;
 - du tracé du boulevard Baudouin I^{er};
 - du tracé de l'échangeur entre la N238 et l'avenue de Lauzelle;
 - du tracé de l'échangeur entre la N238 et le boulevard André Oleffe;
 - * sur le territoire de la commune de Chaumont-Gistoux :
 - du tracé de la voirie et du périmètre de réservation en projet entre la N25a et le village de Corroy-le-Grand.

La prescription supplémentaire suivante repérée *"*S.44"* est d'application dans la zone d'habitat inscrite au plan par le présent arrêté sur le territoire de la commune de Ottignies-Louvain-la-Neuve :

"La densité de logements des espaces affectés à la résidence est au moins de 80 logements à l'hectare, à l'exclusion des espaces publics (voiries et espaces verts).

Un rapport urbanistique et environnemental couvrant toute la zone devra être élaboré préalablement à sa mise en œuvre.

Les options d'aménagement du rapport urbanistique et environnemental relatives aux infrastructures et à l'urbanisme viseront à mettre en œuvre un projet urbain d'ensemble qui favorisera l'accès à la gare par les piétons et les cyclistes et limitera l'offre de stationnement sur les parties privatives."

La prescription supplémentaire suivante repérée *"*S.45"* est d'application dans les deux zones d'activité économique mixte inscrites au plan par le présent arrêté sur le territoire de la commune de Ottignies-Louvain-la-Neuve :

"La zone d'activité économique mixte est destinée aux activités de service et de recherche et développement. Les petits halls de stockage n'y sont pas admis.

Le stationnement est interdit sur le domaine public et l'offre de stationnement limitée sur les parties privatives."

La prescription supplémentaire suivante repérée *"*S.46"* est d'application dans la zone d'activité économique mixte inscrite au plan par le présent arrêté sur le territoire de la commune de Ottignies-Louvain-la-Neuve : "La zone d'activité économique mixte est destinée aux activités de service et de recherche et développement. Les petits halls de stockage n'y sont pas admis.

Le stationnement est interdit sur le domaine public et l'offre de stationnement limitée sur les parties privatives."

La prescription supplémentaire suivante repérée *"*S.47"* est d'application dans la zone d'activité économique mixte inscrite au plan par le présent arrêté sur le territoire de la commune de Chaumont-Gistoux :

"La zone est destinée aux activités de service et de recherche et développement. Les petits halls de stockage n'y sont pas admis.

Un rapport urbanistique et environnemental couvrant toute la zone devra être élaboré préalablement à sa mise en œuvre.

Les options d'aménagement du rapport urbanistique et environnemental relatives aux infrastructures et à l'urbanisme viseront à mettre en œuvre un projet urbain d'ensemble qui favorisera l'accès à la gare de Louvain-la-Neuve par les piétons et les cyclistes, interdira le stationnement sur le domaine public et limitera l'offre de stationnement sur les parties privatives."

La prescription supplémentaire suivante repérée “S.42” est d’application dans la zone d’aménagement communal concerté inscrite au plan par le présent arrêté sur le territoire de la commune de Ottignies-Louvain-la-Neuve :

“La zone est destinée aux activités d’utilité publique ou d’intérêt général ou aux activités de service et de recherche et développement.

Le rapport urbanistique et environnemental devra porter sur l’ensemble de la zone.

Les options d’aménagement du rapport urbanistique et environnemental relatives aux infrastructures et à l’urbanisme viseront à mettre en œuvre un projet urbain d’ensemble qui favorisera l’accès à la gare de Louvain-la-Neuve par les piétons et les cyclistes, y compris depuis les zones destinées à l’activité économique contiguës et le territoire de la commune de Chaumont-Gistoux, interdira le stationnement sur le domaine public et limitera l’offre de stationnement sur les parties privatives.”

La prescription supplémentaire suivante repérée “S.43” est d’application dans la zone d’aménagement communal concerté inscrite au plan par le présent arrêté sur le territoire de la commune de Ottignies-Louvain-la-Neuve :

“La zone est destinée aux activités d’utilité publique ou d’intérêt général ou aux activités de service et de recherche et développement.

Le rapport urbanistique et environnemental devra porter sur l’ensemble de la zone.

Les options d’aménagement du rapport urbanistique et environnemental relatives aux infrastructures et à l’urbanisme viseront à mettre en œuvre un projet urbain d’ensemble qui favorisera l’accès à la gare de Louvain-la-Neuve par les piétons et les cyclistes, y compris depuis les zones destinées à l’activité économique contiguës et le territoire de la commune de Chaumont-Gistoux, interdira le stationnement sur le domaine public et limitera l’offre de stationnement sur les parties privatives.”

L’arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2007 (*Moniteur belge* du 4 juin 2007) décidant la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez et adoptant l’avant-projet de plan (planches 40/1 et 40/2) en vue de promouvoir l’usage du RER aux alentours de la gare de Louvain-la-Neuve par l’inscription d’une zone de services publics et d’équipements communautaires, d’une zone d’activité économique mixte, d’une zone d’aménagement communal concerté comportant un périmètre d’intérêt paysager, de deux zones d’espaces verts comportant un périmètre d’intérêt paysager, d’un périmètre de réservation destiné à réserver les espaces nécessaires à la reconfiguration de l’échangeur n° 9 sur la E411, sur les territoires des communes de Chaumont-Gistoux, Mont-Saint-Guibert et Ottignies-Louvain-la-Neuve, par la suppression du tracé et du périmètre de réservation de diverses voiries en projet ou existantes et, au titre de compensation planologique, par l’inscription d’une zone naturelle sur le territoire de la commune de Chaumont-Gistoux, de quatre zones de parc et d’une zone d’espaces verts sur la commune d’Ottignies-Louvain-la-Neuve est remplacé par le présent arrêté.

N’est pas poursuivie la procédure menée à la suite de l’arrêté du 19 avril 2007 précité et de laquelle résultent notamment l’arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2007 décidant de faire réaliser une étude d’incidences sur l’avant-projet de révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez en vue de promouvoir l’usage du RER aux alentours de la gare de Louvain-la-Neuve et l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 adoptant provisoirement le projet de révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planches 40/1 et 40/2) en vue de promouvoir l’usage du RER aux alentours de la gare de Louvain-la-Neuve.

Le Gouvernement wallon adopte le projet de contenu d’étude d’incidences, annexé au présent arrêté, à laquelle sera soumis l’avant-projet de révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez.

Le contenu de l’étude d’incidences fixé par cet arrêté peut être consulté à partir de l’adresse suivante : <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> ainsi qu’à l’administration des communes sur lesquelles porte la révision et à la Direction extérieure compétente de la Direction générale opérationnelle de l’Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l’Energie du Service public de Wallonie.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2010/205933]

Raumordnung. — Sektorenpläne

Durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. September 2010 wird beschlossen, dass der Sektorenplan Nivelles einer Revision zu unterziehen ist, und wird der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Nivelles (Karte 39/3) angenommen, so dass:

* das Folgende gestrichen wird:

- die Trasse und der Reserveumkreis des Verkehrsweges, der zwischen der “chaussée d’Ophain” und der “chaussée de Tubize” auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l’Alleud geplant sind;
- die Trasse des bereits bestehenden Verkehrsweges zwischen der Eisenbahnlinie Nr. 124 und der Kreuzung mit der “chaussée d’Ophain” auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l’Alleud;

* das Folgende gemäß der dem vorliegenden Erlass beigefügten Karte eingetragen wird:

- zwei Wohngebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l’Alleud;
- zwei Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l’Alleud;
- ein gemischtes Gewerbegebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l’Alleud;
- drei Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l’Alleud;
- drei Grüngebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l’Alleud;
- ein Parkgebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l’Alleud;
- sowie als raumplanerischer Ausgleich, ein Agrargebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Lasne.

Folgende, mit dem Zeichen “S.16” gekennzeichnete zusätzliche Vorschrift gilt in dem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das durch vorliegenden Erlass östlich der Eisenbahnlinie Nr. 124 im Plan ausgewiesen wird: “Bauten sind bis zu einer Tiefe von 20 M längs des Grüngebiets verboten. Landschaftliche Anpflanzungen und Bewaldungen werden dort angelegt”.

Folgende, mit dem Zeichen “S.49” gekennzeichnete zusätzliche Vorschrift gilt in dem gemischten Gewerbegebiet, das durch vorliegenden Erlass im Bauleitplan ausgewiesen wird: “Das gemischte Gewerbegebiet ist für Dienstleistungstätigkeiten bestimmt. Die kleinen Lagerhallen sind dort nicht zugelassen. Das Parken ist auf öffentlichem Eigentum verboten, und das Angebot an Parkplätzen ist auf Privatflächen begrenzt.”

Folgende, mit "S.48" gekennzeichnete zusätzliche Vorschrift gilt in den drei Gebieten für konzertierte kommunale Raumplanung, die in unmittelbarer Nähe des zukünftigen RER-Bahnhofs gelegen sind: "Die Wohndichte der zu Wohnzwecken bestimmten Räume entspricht mindestens 80 Wohnungen pro Hektar, mit Ausnahme der öffentlichen Flächen (Verkehrswege und Grünflächen). Ein Städtebau- und Umweltbericht, der das ganze Gebiet deckt, ist vor dessen Erschließung zu erstellen. Die raumordnerischen Zielsetzungen des Städtebau- und Umweltberichts bezüglich der Infrastrukturen und den Städtebau werden darauf abzielen, ein städtebauliches Gesamtprojekt in die Wege zu leiten, das den Zugang zum Bahnhof für Fußgänger und Radfahrer fördern und das Angebot an Parkplätzen auf Privatflächen begrenzen wird."

Die Wallonische Regierung schlägt als alternative Ausgleichsmaßnahme nach noch zu bestimmenden Modalitäten den Bau einer neuen Verbindungsstraße zwischen der N27 (und dem R0) und der N5 außerhalb des durch das Gesetz vom 26. März 1914 geschützten Gebiets vor.

Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. April 2007 (*Belgisches Staatsblatt* vom 8. Juni 2007), durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Nivelles einer Revision zu unterziehen ist, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs zum Plan (Karte 39/3) zwecks der Förderung der Verwendung des "RER" (Regionales Nahverkehrsnetz) in der Umgebung des zukünftigen RER-Bahnhofs von Braine-l'Alliance durch die Eintragung zweier Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung, eines Wohngebiets, zweier Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, eines gemischten Gewerbegebiets, eines Parkgebiets, eines Grüngebiets, durch die Streichung der bestehenden bzw. geplanten Trasse und des Reserveumkreises der Verlängerung der Strasse "route de Piramont" in Richtung der "chaussée de Tubize" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud und als raumplanerischer Ausgleich, durch die Eintragung eines Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Lasne, wird durch den vorliegenden Erlass ersetzt.

Das Verfahren, das in Folge des vorerwähnten Erlasses vom 19. April 2007 geführt wurde und aus welchem sich insbesondere der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2007, durch den beschlossen wurde, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Nivelles zwecks Förderung der Verwendung des "RER" (regionales Nahverkehrsnetz) in der Umgebung des zukünftigen Bahnhofs von Braine-l'Alliance durchführen zu lassen, und der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 zur vorläufigen Annahme des Projekts zur Revision des Sektorenplans Nivelles (Karte 39/3) zwecks der Förderung der Verwendung des "RER" in der Umgebung des zukünftigen RER-Bahnhofs von Braine-l'Alliance ergaben, wird nicht weitergeführt.

Die Wallonische Regierung genehmigt den dem besagten Erlass beigefügten Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung, der der Vorentwurf bezüglich der Revision des Sektorenplans von Nivelles unterzogen werden wird.

Der durch den vorliegenden Erlass festgelegte Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung kann unter folgender Adresse <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> sowie bei der Gemeindeverwaltung der Gemeinden, auf die sich die Revision bezieht, und bei der zuständigen Außendirektion der Operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie eingesehen werden.

Durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. September 2010 wird beschlossen, dass der Sektorenplan von Wavre-Jodoigne-Perwez einer Revision zu unterziehen ist, und wird der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans von Wavre-Jodoigne-Perwez (Karten 40/1 und 40/2) verabschiedet, dies zwecks der Eintragung von:

- * auf dem Gebiet der Gemeinde Ottignies-Neu-Löwen;
 - einem Wohngebiet mit der Vorschrift "S.44";
 - zwei gemischten Gewerbegebieten mit der Vorschrift "S.45";
 - einem gemischten Gewerbegebiet mit der zusätzlichen Vorschrift "S.46.";
 - einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit der zusätzlichen Vorschrift "S.43";
 - einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit der zusätzlichen Vorschrift "S.42";
- * auf dem Gebiet der Gemeinde Chaumont-Gistoux:
 - einem gemischten Gewerbegebiet mit der zusätzlichen Vorschrift "S.47";
 - einem Grüngebiet mit einem Umkreis von landschaftlichem Interesse;
 - einem Reserveumkreis als Überdruck zu einem nördlich des Autobahnkreuzes Nr. 9 gelegenen Teil des Agrargebiets, der für die notwendigen Flächen vorbehalten sein wird, um den Teil des Autobahnkreuzes Nr. 9, der den von Namur kommenden Fahrzeugen erlauben wird, in Richtung des Kreisverkehrs N4-N25 zu fahren, neu einzurichten;
- * auf dem Gebiet der Gemeinden Ottignies-Neu-Löwen und Mont-Saint-Guibert:
 - der Trasse der N238 zwischen dem Autobahnkreuz der N25 und demjenigen der "avenue de Lauzelle" in der Konfiguration, in der sie gebaut worden war;
 - und als raumplanerische Ausgleiche:
 - * auf dem Gebiet der Gemeinde Ottignies-Neu-Löwen;
 - vier Parkgebieten;
 - zwei Grüngebieten;
 - * auf dem Gebiet der Gemeinde Chaumont-Gistoux:
 - einem Naturgebiet;
 - zwei Agrargebieten;
 - einem Forstgebiet;
 - und zwecks der Streichung:
 - * auf dem Gebiet der Gemeinden Ottignies-Neu-Löwen und Mont-Saint-Guibert:
 - der Trasse und der Reserveumkreise der N238 zwischen dem "boulevard Baudouin I^{er}" und der "avenue de Lauzelle";
 - * auf dem Gebiet der Gemeinde Ottignies-Neu-Löwen;
 - der Trasse und dem Reserveumkreis der "avenue de Lauzelle";
 - der Trasse des "boulevard de Wallonie";
 - der Trasse des "boulevard André Oleffe";
 - der Trasse des "boulevard Baudouin I^{er}";
 - der Trasse des Autobahnkreuzes zwischen der N238 und der "avenue de Lauzelle";
 - der Trasse des Autobahnkreuzes zwischen der N238 und dem "boulevard André Oleffe";

Der durch den vorliegenden Erlass festgelegte Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung kann unter folgender Adresse <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> sowie bei der Gemeindeverwaltung der Gemeinden, auf die sich die Revision bezieht, und bei der zuständigen Außendirektion der Operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie eingesehen werden.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2010/205933]

Ruimtelijke Ordening. — Gewestplannen

Bij besluit van de Waalse Regering van 30 september 2010 wordt beslist het gewestplan Nijvel te herzien en het voorontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/3) aan te nemen met het oog op :

- * het schrappen van :
 - het tracé en de reserveringsomtrek van de beoogde weg tussen de "chaussée d'Ophain" en de "chaussée de Tubize" op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;
 - het tracé van de bestaande weg tussen spoorlijn nr. 124 en de kruising met de "chaussée d'Ophain" op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;
- * en de opneming om overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde kaart, van :
 - twee woongebieden op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;
 - twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;
 - een gemengde bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;
 - drie gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;
 - drie groengebieden op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;
 - een parkgebied op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel;
 - evenals, als planologische compensatie, de opneming van een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Lasne.

Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt "S.16", is van toepassing op het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen opgenomen op het gewestplan bij dit besluit ten oosten van spoorlijn nr. 124: "Elk bouwwerk is langs het groengebied verboden over een diepte van twintig meter. Er wordt een landschap van plantsoenen of bosschages aangelegd."

Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt "S.49", is van toepassing op de gemengde bedrijfsruimte opgenomen op het plan bij dit besluit: "De gemengde bedrijfsruimte wordt bestemd voor dienstverlening. De kleine opslagplaatsen worden er niet toegelaten. Het parkeren wordt verboden op het openbaar domein en het parkeeraanbod wordt beperkt op de privaat gedeelten."

Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt "S.48", is van toepassing op de drie gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, gelegen in de onmiddellijke nabijheid van het toekomstige GEN-station: "De dichtheid van woningen in de woonruimtes bedraagt minstens 80 woningen per hectare, met uitsluiting van de openbare ruimtes (wegen en groengebieden). Een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag, met betrekking tot het gehele gebied, moet uitgewerkt worden voor ontsluiting ervan. De inrichtingsopties van het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag voor de infrastructuur en de stedenbouw beogen een globaal stadsproject dat de toegang tot het station voor voetgangers en fietsers bevordert en het parkeeraanbod zal beperken op de privaat gedeelten."

De Waalse Regering legt als alternatieve compensatie op een nader te bepalen wijze de aanleg van een nieuw verbindingstuk op tussen de N27 (en de R0) en de N5 buiten de site die beschermd is bij de wet van 26 maart 1914.

Het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2007 (*Belgisch Staatsblad* van 8 juni 2007) tot herziening van het gewestplan Nijvel en tot aanneming van het voorontwerp van plan (blad 39/3) met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van het toekomstige GEN-station Braine-l'Alliance door de opneming van twee gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, van een woongebied, van twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, van een gemengde bedrijfsruimte, van een parkgebied, van een groengebied, door de schrapping van het bestaande en in het vooruitzicht gestelde tracé en van de reserveringsomtrek voor de verlenging van de "route de Piraumont" naar de "chaussée de Tubize" op het grondgebied van de gemeente Eigenbrakel en, als planologische compensatie, door de opneming van een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Lasne wordt vervangen bij dit besluit.

De procedure die ingezet werd na voornoemd besluit van 19 april 2007 waaruit met name het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2007 waarbij beslist wordt een effectenonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de omgeving van het toekomstige GEN-station van Braine-l'Alliance en het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 tot voorlopige aanneming van de ontwerp-herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/3) met het oog op de bevordering van het gebruik van het GEN in de nabije omgeving van het toekomstige GEN-station van Braine-l'Alliance voortvloeiend, wordt niet verdergezet.

De Waalse Regering neemt de bij dat besluit gevoegde ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek aan waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel wordt onderworpen.

De inhoud van het bij voornoemd besluit bepaalde effectenonderzoek ligt ter inzage op volgend adres: <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> alsmede bij het bestuur van de gemeenten waarop de herziening betrekking heeft en bij de bevoegde buitendirectie van het operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst.